

Unité et Action :

Oui au rapport d'activité académique

Le Débat doit être clair et transparent

Des conceptions différentes existent au sein du SNES, et c'est tout à fait légitime, sur la façon de conduire l'action syndicale. L'équilibre au sein des directions syndicales S3/S2 doit continuer à se faire à partir de la confrontation claire, objective et loyale de ces conceptions devant les syndiqués, qui tranchent par leur vote. Nous y tenons parce que cela nous semble être un aspect fondamental de la démocratie syndicale. Nous voudrions insister ici sur quelques aspects décisifs du débat.

Action syndicale : œuvrer pour rassembler le plus grand nombre dans l'action.

Prendre en compte

la diversité de la profession

On ne peut faire l'économie du débat avec toute la profession sur les attaques en cours pour les personnels et le service public d'Éducation, les propositions que nous avançons et sur la nécessité de construire et de mener des actions à la hauteur des enjeux.

Conduire des actions sur la durée qui allient temps forts et actions diversifiées, effectuer la synthèse en prenant en compte la diversité des positionnements sont des impératifs si l'organisation syndicale veut apparaître comme responsable et crédible.

Articuler actions locales avec des mouvements de grande ampleur

Dans cette dynamique, les mobilisations et actions locales sont indispensables. Le S3 et les S2 ont toujours aidé à leur construction et à leur élargissement en tenant compte de la réalité du processus de mobilisation dans la profession.

Construire des actions lisibles

C'est notre souci permanent, que ces actions concernent l'Éducation, la Fonction publique ou l'Interpro. Cela suppose l'élaboration d'un plan d'action lisible et visible par la Profession pour permettre la création de dynamiques.

Cela pose sur le fond le problème de l'articulation des actions de différents secteurs :

Nous donnons ainsi la priorité à l'Éducation, à la lutte pour notre service public, nos métiers, nos carrières, nos salaires et à la construction d'un vaste mouvement associant personnels, parents et les jeunes, où la FSU joue tout son rôle, sans en rabattre sur nos revendications.

Si nous pensons qu'un mouvement interprofessionnel de grande ampleur

Reconnaître nos métiers à la hauteur des qualifications

Élever les qualifications et le niveau de recrutement est pour nous une exigence fondamentale. Il serait inconcevable que nos professions en soient écartées.

Élever le niveau de recrutement garantit la qualité de l'enseignement en direction des jeunes. Reste à faire reconnaître cette élévation par une revalorisation générale.

Il serait dangereux de confondre exigence dans ce domaine et politique actuelle de réduction des emplois publics.

La mastérisation et l'instrumentalisation des déficits publics ont été utilisées par le gouvernement pour imposer **une réforme de l'année de stage et de la formation dont nous demandons l'abandon.**

est indispensable, nous considérons aussi qu'il ne se décrète pas mais dépend de la convergence des mouvements dans tous les secteurs, privé et public.

Un fonctionnement démocratique du syndicat :

Nous avons eu depuis de nombreuses années **le souci d'associer les courants minoritaires** (École Émancipée) à l'activité de la section académique et au secrétariat : cela implique un travail concret, régulier, de ceux qui y participent, quel que soit leur courant de pensée.

Cela n'a pas été possible sur ce dernier mandat, l'École Émancipée n'ayant pas été en situation de **présenter une candidature crédible pour une participation effective au travail**. Nous espérons qu'il en sera autrement pour l'avenir.

L'École Émancipée appelle à voter contre le Rapport d'activité, ce qui est bien évidemment son droit, mais ce qui marque **un singulier décalage avec les positions émises en CA académique** où bien souvent les représentants d'EE n'ont pas eu de textes alternatifs à soumettre au débat et où, très souvent, ils se sont abstenus ou ont voté ceux proposés par Unité et Action..

Les critiques faites par l'École Émancipée sur la conduite de l'action

témoignent, à notre avis, d'une singulière ignorance de la situation réelle.

- **Quand une action locale se développe** à Argenteuil ou ailleurs, le SNES (S2, S3) est présent, la soutient, la relaie sans aucune réserve. Mais la mobilisation d'un établissement, d'une ville, ne suffit pas pour décider dans les délais les plus brefs d'un appel à la grève dans le département, l'académie... **sans examen de la « température » générale**, sauf à s'exposer à un échec totalement contre-productif.
- **Sur le 6 septembre 2010** (grève de rentrée à l'appel du SNES): Effectivement le S3 de Versailles était défavorable au choix de cette date, **en raison de l'action interprofessionnelle sur les retraites annoncée pour le lendemain 7 septembre**. Notre position a été minoritaire. La majorité de la Direction nationale Unité et Action (en accord avec l'École Émancipée sur ce point) a décidé de l'action du 6.
- **Est il permis d'examiner le résultat** et de constater que, comme nous le craignons, la grande majorité des collègues, voire des militants, ont fait le choix de faire grève le 7 septembre et non le 6?

Ce qui est légitimement souhaitable n'est pas toujours réalisable....

Le rapport d'activité de la section académique rend compte de la manière dont nous nous sommes employés pendant trois ans à faire face avec les collègues.

En approuvant ce rapport d'activité, les syndiqués marqueront leur volonté de poursuivre l'activité engagée pour le service public et les personnels,